

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2020

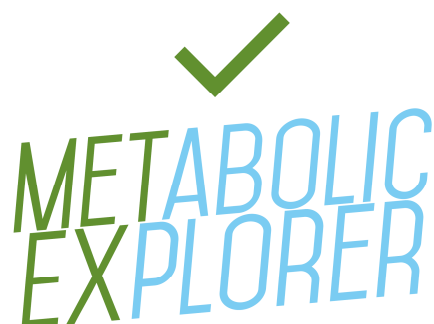
METABOLIC EXPLORER

Société anonyme au Capital social : 2.781.380 euros

Siège social : Biopôle Clermont Limagne – 63360 SAINT-BEAUZIRE

423 703 107 RCS CLERMONT FERRAND

Tél. : 04 73 33 43 00 / Fax : 04 73 33 43 01



SOMMAIRE

Page

1.	Comptes semestriels en normes IFRS au 30 juin 2020	3
1.1	Bilan intermédiaire au 30 juin 2020	3
1.2	Etat du résultat global intermédiaire au 30 juin 2020	4
1.3	Tableau intermédiaire des flux de trésorerie	6
1.4	Tableau intermédiaire de variation des capitaux propres	7
1.5	Annexes	8
2.	Rapport semestriel d'activité	9
2.1	Evènements marquants du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels	9
2.2	Examen de la situation financière et du résultat - Commentaires sur les comptes semestriels	11
2.3	Evénements intervenus depuis le 30 juin 2020	12
2.4	Perspectives pour l'exercice en cours	12
2.5	Risques et incertitudes pour le second semestre	12
2.6	Principales transactions avec des parties liées	13
3.	Attestation des personnes responsables du rapport financier semestriel	14
4.	Annexe : Comptes semestriels en normes IFRS au 30 juin 2020	15
5.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière relative au 1^{er} semestre 2020	42

1. COMPTES SEMESTRIELS EN NORMES IFRS AU 30 JUIN 2020

1.1. Bilan intermédiaire au 30 juin 2020

(en milliers d'euros)

	30/06/2020	31/12/2019
Actif		
Actifs incorporels	14 355	14 535
Actifs corporels	24 963	17 228
Impôts différés actifs	1 260	1 279
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	40 519	33 043
Stocks		
Autres actifs liés aux contrats clients	252	473
Autres actifs courants	4 597	3 461
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 517	26 640
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	30 367	30 575
TOTAL ACTIF	70 945	63 618
Passif		
Capital	2 781	2 326
Primes	77 305	70 961
Réserves légales	212	212
Autres réserves	-41 978	-33 852
Résultat net (part du Groupe)	-4 691	-8 269
Capitaux propres (part du Groupe)	33 630	31 379
Résultat net (part des minoritaires)	-221	-159
Réserves (part des minoritaires)	16 356	12 865
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	49 765	44 085
Dettes bancaires non courantes	9 099	6 687
Provisions non courantes	3 195	3 195
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	12 294	9 881
Dettes bancaires et autres dettes financières courantes	898	1 058
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 160	943
Autres passifs et provisions courants	6 829	7 651
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	8 887	9 652
TOTAL PASSIF	70 945	63 618

1.2. Etat du résultat global intermédiaire au 30 juin 2020

(en milliers d'euros)

	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019
Chiffre d'affaires	25	25
Autres produits de l'activité	900	970
Frais de recherche et développement	-2 986	-2 885
Frais de recherche et développement nets	-2 986	-2 885
Frais commerciaux	-1 413	-1 267
Frais administratifs	-1 259	-1 174
Résultat opérationnel courant avant paiement en actions et éléments non courants	-4 733	-4 331
Charges de personnel liées aux paiements en actions	-124	-147
Résultat opérationnel courant	-4 857	-4 478
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	18	20
Coût de l'endettement financier brut	-55	-95
Coût de l'endettement financier net	-36	-75
Charge (-) / Produit d'impôt	-19	-13
Résultat net	-4 912	-4 566
<i>Dont Part du Groupe</i>	<i>-4 691</i>	<i>-4 497</i>
<i>Dont Part des minoritaires</i>	<i>-221</i>	<i>-69</i>
Résultat net par action (en euros)	-0,17	-0,19

	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019
Résultat net	-4 912	-4 566
Ecart de conversion	0	0
Ecart actuariel sur engagement retraite	0	0
Autres éléments du résultat global	0	0
Résultat net global	-4 912	-4 566
Dont :		
<i>Part revenant au Groupe</i>	<i>-4 691</i>	<i>-4 497</i>
<i>Part revenant aux minoritaires</i>	<i>-221</i>	<i>-69</i>

1.3. Tableau intermédiaire des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Résultat net	-4 912	-8 405	-4 566
Amortissements et provisions (hors actif circulant)	988	1 879	1 021
Charges calculées sur paiements en actions et instruments financiers	124	287	147
Autres charges calculées	33	45	31
Variation des impôts différés	19	-106	13
Plus ou moins values de cessions	0	21	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net d'impôts	-3 748	-6 278	-3 352
Coût de l'endettement financier brut	54	203	69
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	-3 694	-6 074	-3 283
Variation du poste clients	183	78	-25
Variation du poste fournisseurs	262	-783	24
Variation des autres actifs et passifs courants	-959	-888	-855
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-514	-1 592	-856
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-4 208	-7 667	-4 139
Crédit d'impôt Recherche et subventions d'investissement	2 648	3 446	-10
Acquisitions autres immobilisations	-11 048	-16 418	-4 783
Variation du poste fournisseurs d'immobilisations	-1 170	4 242	700
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales	3 650	7 000	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-5 920	-1 730	-4 098
Nouveaux emprunts et autres dettes financières	2 503	1 810	1 388
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières	-27	-74	-40
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières	-269	-864	-380
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	9 006	872	968
Incidence des variations de cours des devises	0	-23	0
Variation de trésorerie	-1 123	-8 548	-7 269
Trésorerie d'ouverture	26 640	35 188	35 188
Trésorerie de clôture	25 517	26 640	27 919

1.4. Tableau intermédiaire de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Report à nouveau	Autres Réserves	Résultat Net	Titres auto-détenus	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Autres éléments du résultat global	Total Part du Groupe	Minoritaires	Total Capitaux propres
Capitaux propres 31/12/2018	2 326	70 962	0	-27 418	-6 093	-276	-21	-81	0	39 400	5 864	45 265
Dividendes										0		
Augmentation de capital										0		
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				147						147		
Affectation du résultat				-6 093	6 093					0		
Résultat net global de la période					-4 497					-4 497	-69	
Titres auto-détenus						-56				-56		
Autres mouvements				34						34		
Capitaux propres 30/06/2019	2 326	70 962	0	-33 329	-4 497	-331	-21	-81	0	35 029	5 796	40 825
Dividendes										0		
Augmentation de capital										0	7 000	
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				140						140		
Affectation du résultat										0		
Résultat net global de la période					-3 748			-23		-3 772	-91	
Titres auto-détenus						36				36		
Autres mouvements				-53						-53		
Capitaux propres 31/12/2019	2 326	70 962	0	-33 242	-8 245	-295	-21	-104	0	31 380	12 706	44 085
Dividendes										0		
Augmentation de capital	455	6 344								6 799	3 650	
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				124						124		
Affectation du résultat				-8 245	8 245					0		
Résultat net global de la période					-4 691					-4 691	-221	
Titres auto-détenus						-1				-1		
Autres mouvements				19						19		
Capitaux propres 30/06/2020	2 781	77 306	0	-41 345	-4 691	-297	-21	-104	0	33 630	16 135	49 765

1.5. Annexes

Les comptes semestriels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 30 juin 2020. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr).

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2020 et au 30 juin 2019 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019, à l'exception de celles liées aux normes, amendement et interprétations entrés en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par la Commission Européenne, et applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2020 sont présentées ci-après :

- Amendements IAS 1 et IAS 8 sur le seuil de matérialité, publiés au JO de l'Union Européenne en décembre 2019,
- Amendement IFRS 3 - définition d'une entreprise- publié au JO de l'Union Européenne en avril 2020.
- Réforme des taux d'intérêts de référence (IBOR) – Étape 1 - amendements des normes IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39-, publiée au JO de l'Union Européenne en janvier 2020.
- Amendement au cadre conceptuel révisé de l'information financière, publié au JO de l'Union Européenne en décembre 2019.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2020 ou sont non applicables.

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2020 :

- amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- amendements à IFRS 16 « Contrats de location Covid-19 - Aménagements de loyers » ;
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel » ;
- améliorations annuelles des IFRS Cycle 2018-2020

Il n'existe pas de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, non encore adoptées au niveau européen, et dont l'impact aurait été significatif sur les comptes de cet exercice.

Les informations communiquées en annexes portent uniquement sur les éléments, les transactions et les évènements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites au paragraphe 2.3 de l'annexe des comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2019. Aucune modification significative n'est intervenue au 30 juin 2020.

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2.1. Evènements marquants du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels

(1) Crise sanitaire COVID-19

Le 16 mars 2020, des mesures de confinement ont été mises en place notamment en France afin de limiter la propagation du virus COVID-19. Afin de répondre aux mesures d'hygiène et de confinement que la crise sanitaire imposait, le Groupe a mis en place un plan de continuité d'activité minimum favorisant le télétravail et limitant les activités nécessitant une présence sur site au seul maintien des actifs stratégiques matériels et immatériels de la Société et du support à la filiale METEX NØØVISTA.

Pour assurer une reprise progressive de son activité sur le site de Saint Beauzire, notamment sur les activités de R&D et du démonstrateur, la Société a mis en place des aménagements organisationnels approuvés par la médecine du travail, garantissant la santé et la sécurité de son personnel, et a permis le retour de près de 80% des effectifs dès le 9 avril 2020. Depuis le 11 mai, les activités ont repris pour l'ensemble du personnel avec un protocole sanitaire renforcés.

Concernant le site de Carling Saint Avold et la construction de l'usine de METEX NØØVISTA, le chantier a été affecté par une limitation d'activité, à une seule entreprise, puis une reprise progressive des entreprises. Depuis le 25 mai, les entreprises ont repris avec l'intégralité de leur effectif avec cependant une productivité affectée par l'application des mesures d'hygiène et de sécurité exceptionnelles liées à la crise.

L'impact financier de ces mesures sur la masse salariale se traduit par des aides attribuées au titre du chômage partiel d'un montant de 69 k€ dont 47,8 k€ ont été perçues sur la période.

Le Groupe a également bénéficié d'un report de ses charges patronales pour un montant de 218 k€. Elles seront remboursées au cours du second semestre.

Concernant l'impact calendaire de la crise sur les développements, le Groupe a estimé que les travaux de R&D menés sur les produits de la plateforme ALTANØØV ne seraient que peu impactés et a donc conservé ses objectifs fixés avant la crise.

Le Groupe a cependant mis à jour le planning global de construction de son usine et a estimé le démarrage de la production au second trimestre 2021 versus fin d'année 2020 initialement prévu.

L'impact de ces décalages sur la trésorerie du Groupe à court et moyen terme est maîtrisé grâce notamment à l'obtention le 15 juin d'un Prêt Garanti par l'Etat (1) d'un montant de 6,2 M€. A la fin de la période, 2,5 M€ ont déjà été encaissés. Le solde sera versé courant du 3^{ème} trimestre. Cet emprunt est actionnable pendant une durée de 12 mois et pourra être amorti sur une durée pouvant aller jusqu'à 5 ans.

⁽¹⁾ Le PGE est un dispositif exceptionnel de garanties de l'Etat permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises impactées par la crise du Covid-19

(2) PDO / Acide Butyrique (AB)

Avec son partenaire financier, les fonds SPI de la banque Bpifrance, la Société a créé le 28 mai 2018 une filiale commune, METEX NØØVISTA, dans le but d'industrialiser son procédé de fabrication de PDO et d'acide butyrique biosourcés.

Le 19 décembre 2018, après avoir obtenu :

- (i) l'Autorisation Environnementale d'Exploiter (arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2018) et ;
- (ii) les financements publics et privés nécessaires pour lancer la construction de l'usine sur le site de Carling en Moselle,

La Société et les fonds SPI ont signé les accords finaux comprenant notamment un protocole d'investissement, un pacte d'associé et un contrat licence d'exploitation.

Pour mémoire, la Société et Bpifrance investiront respectivement 17 M€ et 20 M€ en numéraires en 3 phases de financement sur une période de deux ans afin de couvrir les 37 M€ nécessaires au financement de la première tranche du projet pour permettre l'exploitation et la commercialisation de la technologie PDO/AB pour une capacité de 6 kt annuelle.

La prise de participation de la Société dans sa filiale METEX NØØVISTA, s'est traduit par un versement de 6 M€ et la constatation d'une créance de 7 M€ correspondant au paiement d'une redevance « up-front » due au titre de la signature du contrat de licence pour l'exploitation exclusive et mondiale de la licence PDO/AB d'une durée de 20 ans et pour la première tranche de 6 kt. L'impact de la redevance a été éliminée dans les comptes consolidés.

Au cours de l'exercice 2019, la filiale METEX NØØVISTA a lancé les investissements de la construction de son usine et a posé la première pierre en juillet.

Au préalable elle avait signé un contrat EPCM (Engineering, Procurement and Construction Management) avec le groupe DE SMET Engineers & Contractors (DSEC), société d'ingénierie industrielle belge. Ce dernier a en charge la maîtrise d'œuvre de la construction de la première tranche de l'usine d'une capacité de 6 kt /an.

A la clôture de l'exercice 2019, l'actif corporel lié à la construction en cours (hors impact des subventions d'investissement) s'élevait à 16,7 M€.

Conformément à son plan de financement, la filiale a encaissé au cours de l'exercice 2019 1,6 M€ d'emprunt (dont 1 M€ avec un différé de remboursement de prêt de 24 mois) et 2,9 M€ de subventions d'investissement. Elle a également encaissé, le 1er octobre 2019, la deuxième phase de financement conformément au protocole d'investissement pour un montant numéraire de 7 M€.

En décembre 2019, METEX NØØVISTA a signé un accord commercial avec le groupe Neerlandais DSM, pour la commercialisation du PDO pour le marché du cosmétique.

Dans le cadre de cet accord, un revenu de 300 k€ avait été comptabilisé à la clôture 2019, correspondant aux remboursements des dépenses engagées par la société pour les activités d'enregistrement réglementaires et pré-lancement marketing du PDO.

Au cours du premier semestre 2020, un nouvel accord commercial avec ALINOVA ; société affiliée au groupe AXERREAL (première coopérative céréalière française) a été signé pour la future commercialisation du l'Acide Butyrique (AB). A ce stade aucun revenu n'est comptabilisé dans les comptes.

Les investissements pour la construction de l'usine se sont poursuivis et se sont élevés à 10,8 M€. En parallèle, le Groupe a encaissé 2,7 M€ de subvention d'investissement et activé une partie de la 3^{ème} tranche de financement du protocole d'investissement en encaissant 3,6 M€.

Sur la période, METEX NØØVISTA a poursuivi le recrutement de ses équipes en recrutant 14 collaborateurs, portant ainsi l'effectif à 18 salariés au 30 juin 2020.

A la fin de la période, elle n'a pas démarré son activité ; elle est en phase de construction de son usine.

La Société détient 55 % de la filiale METEX NØØVISTA et Bpifrance co-associé, détient 45% des titres.

(3) Ressources financières

Le 14 février 2020, METabolic EXplorer a réalisé une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant de 7,3 M€ auprès d'investisseurs privés qualifiés ainsi qu'une attribution de bons de souscription d'actions à l'ensemble de ses actionnaires à l'issue et sous réserve de la réalisation du placement privé.

Les fonds levés sont exclusivement destinés à l'accélération de l'industrialisation des procédés développés dans la plateforme ALTANØØV.

2.2. Examen de la situation financière et du résultat – Commentaires sur les comptes semestriels

2.2.1 Chiffre d'affaires

Au titre du premier semestre 2020 le chiffre d'affaires est de 25 k€. Il est identique à celui du premier semestre 2019 et il est lié à l'option de licence signée avec le partenaire UPM pour le projet MPG.

2.2.2 Charges opérationnelles

Les coûts opérationnels récurrents liés aux frais commerciaux et administratifs sont en augmentation de 231 k€ et s'établissent à 2 672 k€ au 30 juin 2020, contre 2 441 k€ enregistrés sur 2019. Cette augmentation s'explique par l'intégration des dépenses opérationnelles de la filiale METEX NØØVISTA et notamment ses charges de personnel. En effet elle compte 18 salariés à la fin de la période alors qu'elle n'avait pas démarré ses recrutements au premier semestre 2019.

Les coûts opérationnels liés aux dépenses de R&D sont en légère augmentation de 101 k€ et s'élèvent à 2 986 k€ contre 2 885 k€ au 30 juin 2019.

2.2.3 Résultat net

Le résultat net semestriel est une perte de -4 912 k€ contre une perte de -4 556 k€ pour la même période en 2019.

2.2.4 Trésorerie et capitaux

Les fonds propres sont passés de 44 085 k€ au 1^{er} janvier 2020 à 49 765 k€ à mi-année.

La situation de trésorerie disponible consolidée au 30 juin 2020 est de 25 517 k€ contre 26 640 k€ à fin 2019.

Cette trésorerie intègre des décaissements dont 7,8 M€ relatif aux travaux de construction de l'usine de production de PDO/AB en Moselle et divers encaissements dont une levée de fonds pour un montant net de 6,8 M€, une nouvelle tranche de financement pour sa filiale METEX NØØVISTA dont 3,6 M€ versés par le co-associé, des subventions d'investissement à hauteur de 2,7 M€ et 2,5 M€ liés à l'obtention d'un Prêt Garanti par l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19.

Compte-tenu des remboursements de crédits-baux et d'emprunts en cours, les dettes bancaires et financières, courantes et non-courantes sont passées de 7 744 k€ fin 2019 à 9 997 k€ à fin juin 2020 avec l'encaissement d'un premier montant de 2,5 M€ lié à l'obtention du PGE.

Au total, la trésorerie nette d'endettement passe ainsi de 18 897 k€ fin 2019 à 15 521 k€ à fin juin 2020.

2.2.5 Consultation des comptes

Les comptes annuels et semestriels sont en ligne sur notre site internet www.metabolic-explorer.com sur la page Relation investisseurs / Information règlementée.

2.3. Evénements intervenus depuis le 30 juin 2020

La Société a perçu 3,2 M€ supplémentaires au titre de son Prêt Garanti par l'Etat obtenu dans le cadre de la crise sanitaire.

2.4. Perspectives pour l'exercice en cours

La Société est focalisée sur la construction de son unité de production de PDO/AB sur le site de Carling Saint-Avold avec un démarrage de la production prévue au 2ème trimestre 2021.

La Société poursuivra ses programmes de recherche et développement axés principalement sur différentes matières premières de nouvelles générations et sur l'optimisation de la conception de ses usines, avec une approche modulaire permettant de baisser la capacité correspondant au seuil de rentabilité.

La Société renforcera son portefeuille de produits avec le développement de nouveaux procédés de production d'additifs pour la nutrition / santé animale et d'ingrédients pour les soins de la personne.

2.5. Risques et incertitudes pour le second semestre

La Société exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître pour la société de nombreux risques ou incertitudes dont certains échappent à son contrôle.

Une partie significative de la croissance future de la Société repose sur le développement interne de solutions innovantes et performantes d'ingénierie métabolique pour le secteur de la chimie industrielle, avec les risques liés à tout développement interne.

La stratégie de croissance de la Société s'appuie principalement sur des technologies de biologie moléculaire, de modélisation bio-informatique, de fermentation et d'analyse de flux intracellulaires pour la mise au point de bio procédés compétitifs économiquement. Ces technologies, innovantes mais bien maîtrisées, ne présentent pas de risque intrinsèque majeur, mais l'évolution des marchés des produits développés et leurs principaux paramètres pourraient, le cas échéant, ne pas correspondre aux attentes de la Société.

De ce fait, la Société fait face à plusieurs risques ou incertitudes :

- les prix de vente futurs des produits développés ainsi que les tendances des marchés visés pourraient évoluer de façon inattendue,

- les prix des matières de base utilisées par les bio procédés développés ainsi que les prix des matières composant le principal élément des coûts de revient des mêmes produits fabriqués par voie de synthèse pourraient évoluer de manière à limiter l'avantage concurrentiel envisagé,
- des délais de développement des procédés anticipés et des délais de construction d'unités de production pourraient être allongés,
- en cas de croissance importante du secteur, de nouveaux acteurs, dont les groupes leaders de la chimie mondiale, pourraient décider de se positionner sur ces marchés et tirer profit des investissements qui y auront été réalisés par la Société et ainsi réduire les ventes et les résultats attendus par la Société dans ce secteur,
- des brevets pourraient être antériorisés par des publications antérieures non encore connues ou d'autres brevets non encore publics à la date de dépôt générant un risque de non brevetabilité ou de contrefaçon,
- risques liés au respect de l'environnement réglementaire : en fonction des produits considérés, des zones de production et de commercialisation escomptées,
- de nouvelles technologies concurrentielles pourraient apparaître,
- risques liés au planning de la construction d'usine future : la construction de nos installations peut être assujettie à la réception d'autorisations et de permis par divers organismes de réglementation. Ces organismes peuvent ne pas approuver les projets en temps opportun ou imposer des restrictions ou des conditions à une installation de production qui pourraient empêcher la construction, ainsi que de prolonger le calendrier d'achèvement prévu et / ou augmenter les coûts prévus.
- risques sanitaire : la survenance d'une crise sanitaire peut avoir un impact majeur sur l'économie française et celle des autres pays et ainsi affecter l'activité, la situation financière et les résultats de la Société. Ce risque, bien qu'étant exceptionnel, est d'actualité depuis le 15 mars 2020 en France.

Ces risques sont analysés en termes de tendances.

2.6. Principales transactions avec des parties liées

Les transactions avec des parties liées sont décrites en annexe dans les notes sur les états financiers IFRS joints au rapport financier (note 19).

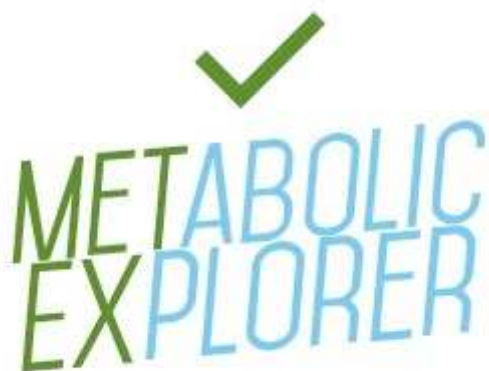
3. ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société METabolic EXplorer et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A Saint-Beauzire, le 28 septembre 2020,

Président directeur général
M. Benjamin Gonzalez

4. ANNEXE



COMPTES CONSOLIDES
EN NORMES IFRS
AU 30 JUIN 2020



Sommaire

Comptes consolidés au 30 juin 2020

(en K euros)

Etat du résultat consolidé	3
Etat du résultat global	4
Bilan	5
Tableau de flux de trésorerie	6
Tableau de variation des capitaux propres	7
Notes sur les états financiers	8

Etat du résultat consolidé

	Notes	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019
Chiffre d'affaires	3	25	25
Autres produits de l'activité		900	970
Frais de recherche et développement		-2 986	-2 885
Frais de recherche et développement nets		-2 986	-2 885
Frais commerciaux		-1 413	-1 267
Frais administratifs		-1 259	-1 174
Résultat opérationnel courant avant paiement en actions et éléments non courants		-4 733	-4 331
Charges de personnel liées aux paiements en actions	4	-124	-147
Résultat opérationnel courant		-4 857	-4 478
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		18	20
Coût de l'endettement financier brut		-55	-95
Coût de l'endettement financier net		-36	-75
Charge (-) / Produit d'impôt	5	-19	-13
Résultat net		-4 912	-4 566
<i>Dont Part du Groupe</i>		-4 691	-4 497
<i>Dont Part des minoritaires</i>		-221	-69
Résultat net par action (en euros)	6	-0,17	-0,19

Etat du résultat global

	Notes	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019
Résultat net		-4 912	-4 566
Ecart de conversion		0	0
Ecart actuariel sur engagement retraite		0	0
Autres éléments du résultat global		0	0
Résultat net global		-4 912	-4 566
Dont :			
<i>Part revenant au Groupe</i>		<i>-4 691</i>	<i>-4 497</i>
<i>Part revenant aux minoritaires</i>		<i>-221</i>	<i>-69</i>

Les écarts de conversion sont recyclables en résultat.

Bilan consolidé

	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Actif			
Actifs incorporels	7.1	14 355	14 535
Actifs corporels	7.2	24 963	17 228
Impôts différés actifs	13	1 260	1 279
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		40 519	33 043
Stocks			
Autres actifs liés aux contrats clients	8.1	252	473
Autres actifs courants	8.2	4 597	3 461
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	25 517	26 640
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		30 367	30 575
TOTAL ACTIF		70 945	63 618
Passif			
Capital		2 781	2 326
Primes		77 305	70 961
Réserves légales		212	212
Autres réserves		-41 978	-33 852
Résultat net (part du Groupe)		-4 691	-8 269
Capitaux propres (part du Groupe)		33 630	31 379
Résultat net (part des minoritaires)		-221	-159
Réserves (part des minoritaires)		16 356	12 865
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		49 765	44 085
Dettes bancaires non courantes	9 & 11	9 099	6 687
Provisions non courantes	12	3 195	3 195
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		12 294	9 881
Dettes bancaires et autres dettes financières courantes	9 & 11	898	1 058
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 160	943
Autres passifs et provisions courants	14	6 829	7 651
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		8 887	9 652
TOTAL PASSIF		70 945	63 618

Tableau de flux de trésorerie consolidé

		30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Résultat net		-4 912	-8 405	-4 566
Amortissements et provisions (hors actif circulant)		988	1 879	1 021
Charges calculées sur paiements en actions et instruments financiers	10	124	287	147
Autres charges calculées		33	45	31
Variation des impôts différés	13	19	-106	13
Plus ou moins values de cessions		0	21	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net d'impôts		-3 748	-6 278	-3 352
Coût de l'endettement financier brut		54	203	69
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		-3 694	-6 074	-3 283
Variation du poste clients	8.1	183	78	-25
Variation du poste fournisseurs		262	-783	24
Variation des autres actifs et passifs courants		-959	-888	-855
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-514	-1 592	-856
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-4 208	-7 667	-4 139
Crédit d'impôt Recherche et subventions d'investissement		2 648	3 446	-10
Acquisitions autres immobilisations	7	-11 048	-16 418	-4 783
Variation du poste fournisseurs d'immobilisations		-1 170	4 242	700
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales		3 650	7 000	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-5 920	-1 730	-4 098
Augmentation de capital		6 799	0	0
Nouveaux emprunts et autres dettes financières	11.1	2 503	1 810	1 388
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières	11.1	-27	-74	-40
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières	11.1	-269	-864	-380
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		9 006	872	968
Incidence des variations de cours des devises		0	-23	0
Variation de trésorerie		-1 123	-8 548	-7 269
Trésorerie d'ouverture	9	26 640	35 188	35 188
Trésorerie de clôture	9	25 517	26 640	27 919

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Report à nouveau	Autres Réserves	Résultat Net	Titres auto-détenus	Ecart de conversion	Ecart actuariels	Autres éléments du résultat global	Total Part du Groupe	Minoritaires	Total Capitaux propres
Capitaux propres 31/12/2018	2 326	70 962	0	-27 418	-6 093	-276	-21	-81	0	39 400	5 864	45 265
Dividendes										0		
Augmentation de capital										0		
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				147						147		
Affectation du résultat				-6 093	6 093					0		
Résultat net global de la période					-4 497					-4 497	-69	
Titres auto-détenus						-56				-56		
Autres mouvements				34						34		
Capitaux propres 30/06/2019	2 326	70 962	0	-33 329	-4 497	-331	-21	-81	0	35 029	5 796	40 825
Dividendes										0		
Augmentation de capital										0	7 000	
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				140						140		
Affectation du résultat										0		
Résultat net global de la période					-3 748			-23		-3 772	-91	
Titres auto-détenus						36				36		
Autres mouvements				-53						-53		
Capitaux propres 31/12/2019	2 326	70 962	0	-33 242	-8 245	-295	-21	-104	0	31 380	12 706	44 085
Dividendes										0		
Augmentation de capital	455	6 344								6 799	3 650	
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				124						124		
Affectation du résultat				-8 245	8 245					0		
Résultat net global de la période					-4 691					-4 691	-221	
Titres auto-détenus						-1				-1		
Autres mouvements				19						19		
Capitaux propres 30/06/2020	2 781	77 306	0	-41 345	-4 691	-297	-21	-104	0	33 630	16 135	49 765

Il n'existe pas de dividendes mis en distribution.

L'application de la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019 n'a pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres consolidés.

Notes sur les états financiers au 30 juin 2020

Note 1 – Faits marquants entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 et rappel des faits marquants 2019	10
Note 2 – Principes et méthodes d'évaluation	13
2.1 – REFERENTIEL COMPTABLE	13
2.2 – PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DE CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU RESULTAT GLOBAL DANS LES COMPTES SEMESTRIELS	14
2.2.1 – <i>Frais de recherche et développement et brevets</i>	14
2.2.2 – <i>Tests de dépréciation</i>	14
2.2.3 – <i>Impôt sur le résultat</i>	14
2.2.4 – <i>Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité</i>	15
<i>Contrats de prestations d'assistance</i>	15
<i>Contrats de prestations de service</i>	15
2.2.5 – <i>Provisions, actifs et passifs éventuels</i>	16
2.3 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION / METHODES DE CONSOLIDATION	16
Note 3 – Chiffre d'affaires & autres produits de l'activité	17
Note 4 – Charges de personnel.....	17
Note 5 – Impôt sur le résultat	17
5.1 – TAUX D'IMPOT.....	17
5.2 – DETAIL DE L'IMPOT COMPTABILISE	18
5.3 – RAPPROCHEMENT IMPOT THEORIQUE / IMPOT REEL	18
Note 6 – Résultat par action	18
Note 7 – Actifs non courants.....	19
7.1 – ACTIFS INCORPORELS	19
7.2 –ACTIFS CORPORELS	19
Note 8 – Actifs courants (hors trésorerie)	20
8.1 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS LIES AUX CONTRATS CLIENTS	20
LA CRISE SANITAIRE LIEE AU COVID-19 N'A PAS CONDUIT A UNE AUGMENTATION DU RISQUE CLIENT EN TERMES DE PERTES CONSTATEES OU ATTENDUES.....	20
8.2 – AUTRES ACTIFS COURANTS.....	20
Note 9 –Trésorerie et équivalent de trésorerie	21
Note 10 – Paiements en actions.....	21
Note 11 – Trésorerie nette d'endettement	22
11.1 – VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	22
11.2 – ECHEANCIER DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	22
11.3 – AUTRES DETTES NON COURANTES.....	23
Note 12 – Provisions courantes et non courantes.....	23
Note 13 – Impôts différés.....	24
Note 14 – Autres passifs courants	24

Note 15 – Actifs & passifs éventuels	25
Note 16 – Instruments financiers	25
Note 17 – Effectifs	25
Note 18 – Engagements hors bilan.....	25
Note 19 – Informations sur les parties liées	26
19.1 – AVANTAGES ACCORDES AUX DIRIGEANTS MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	26
19.2 – TRANSACTIONS REALISEES AVEC UNE SOCIETE DANS LAQUELLE METABOLIC EXPLORER EXERCE UNE INFLUENCE NOTABLE OU UN CONTROLE CONJOINT	26
19.3 – AUTRES TRANSACTIONS REALISEES PAR LE GROUPE AVEC UNE SOCIETE AYANT UN DIRIGEANT EN COMMUN.....	26
Note 20 : Informations sur les risques liés aux instruments financiers	26
Note 21 : Instruments de capitaux propres	26
Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture	26

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés résumés établis aux normes IFRS au 30 juin 2020 et préparés en conformité avec IAS 34 « Information Financière Intermédiaire »

METabolic EXplorer est une société anonyme de droit français, située au Biopôle Clermont Limagne, cotée sur le marché Eurolist B d'Euronext Paris depuis le 10 avril 2007.

Le Groupe n'opère que dans un seul secteur opérationnel. Le secteur d'activité est le développement, l'exploitation commerciale de bioprocédés de production de molécules pour le secteur de la chimie, la cession de ses technologies. Elle a un seul secteur géographique : le monde.

Les comptes semestriels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 septembre 2020.

Note 1 – Faits marquants entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 et rappel des faits marquants 2019

(1) Crise sanitaire mondiale COVID-19

Le 16 mars 2020, des mesures de confinement ont été mises en place notamment en France afin de limiter la propagation du virus COVID-19. Afin de répondre aux mesures d'hygiène et de confinement que la crise sanitaire imposait, le Groupe a mis en place un plan de continuité d'activité minimum favorisant le télétravail et limitant les activités nécessitant une présence sur site au seul maintien des actifs stratégiques matériels et immatériels de la Société et du support à la filiale METEX NØØVISTA.

Pour assurer une reprise progressive de son activité sur le site de Saint Beuzire, notamment sur les activités de R&D et du démonstrateur, la Société a mis en place des aménagements organisationnels approuvés par la médecine du travail, garantissant la santé et la sécurité de son personnel, et a permis le retour de près de 80% des effectifs dès le 9 avril 2020. Depuis le 11 mai, les activités ont repris pour l'ensemble du personnel avec un protocole sanitaire renforcés.

Concernant le site de Carling Saint Avold et la construction de l'usine de METEX NØØVISTA, le chantier a été affecté par une limitation d'activité, à une seule entreprise, puis une reprise progressive des entreprises. Depuis le 25 mai, les entreprises ont repris avec l'intégralité de leur effectif avec cependant une productivité affectée par l'application des mesures d'hygiène et de sécurité exceptionnelles liées à la crise.

L'impact financier de ces mesures sur la masse salariale se traduit par des aides attribuées au titre du chômage partiel d'un montant de 69 k€ dont 47,8 k€ ont été perçues sur la période.

Le Groupe a également bénéficié d'un report de ses charges patronales pour un montant de 218 k€. Elles seront remboursées au cours du second semestre.

Concernant l'impact calendaire de la crise sur les développements, le Groupe a estimé que les travaux de R&D menés sur les produits de la plateforme ALTANØØV ne seraient que peu impactés et a donc conservé ses objectifs fixés avant la crise.

Le Groupe a cependant mis à jour le planning global de construction de son usine et a estimé le démarrage de la production au second trimestre 2021 versus fin d'année 2020 initialement prévu.

L'impact de ces décalages sur la trésorerie du Groupe à court et moyen terme est maîtrisé grâce notamment à l'obtention le 15 juin d'un Prêt Garanti par l'Etat (1) d'un montant de 6,2 M€. A la fin de la période, 2,5 M€ ont déjà été encaissés. Le solde sera versé courant du 3^{ème} trimestre. Cet emprunt est actionnable pendant une durée de 12 mois et pourra être amorti sur une durée pouvant aller jusqu'à 5 ans.

⁽¹⁾ Le PGE est un dispositif exceptionnel de garanties de l'Etat permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises impactées par la crise du Covid-19

(2) PDO / Acide Butyrique (AB)

Avec son partenaire financier, les fonds SPI de la banque bpiFrance, la Société a créé le 28 mai 2018 une filiale commune, METEX NØØVISTA, dans le but d'industrialiser son procédé de fabrication de PDO et d'acide butyrique biosourcés.

Le 19 décembre 2018, après avoir obtenu :

(i) l'Autorisation Environnementale d'Exploiter (arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2018) et ;

(ii) les financements publics et privés nécessaires pour lancer la construction de l'usine sur le site de Carling en Moselle, La Société et les fonds SPI ont signé les accords finaux comprenant notamment un protocole d'investissement, un pacte d'associé et un contrat licence d'exploitation.

Pour mémoire, la Société et Bpifrance investiront respectivement 17 M€ et 20 M€ en numéraires en 3 phases de financement sur une période de deux ans afin de couvrir les 37 M€ nécessaires au financement de la première tranche du projet pour permettre l'exploitation et la commercialisation de la technologie PDO/AB pour une capacité de 6 kt annuelle.

La prise de participation de la Société dans sa filiale METEX NØØVISTA, s'est traduit par un versement de 6 M€ et la constatation d'une créance de 7 M€ correspondant au paiement d'une redevance « up-front » due au titre de la signature du contrat de licence pour l'exploitation exclusive et mondiale de la licence PDO/AB d'une durée de 20 ans et pour la première tranche de 6 kt. L'impact de la redevance a été éliminée dans les comptes consolidés.

Au cours de l'exercice 2019, la filiale METEX NØØVISTA a lancé les investissements de la construction de son usine et a posé la première pierre en juillet.

Au préalable elle avait signé un contrat EPCM (Engineering, Procurement and Construction Management) avec le groupe DE SMET Engineers & Contractors (DSEC), société d'ingénierie industrielle belge. Ce dernier a en charge la maîtrise d'œuvre de la construction de la première tranche de l'usine d'une capacité de 6 kt /an.

A la clôture de l'exercice 2019, l'actif corporel lié à la construction en cours (hors impact des subventions d'investissement) s'élevait à 16,7 M€.

Conformément à son plan de financement, la filiale a encaissé au cours de l'exercice 2019 1,6 M€ d'emprunt (dont 1 M€ avec un différé de remboursement de prêt de 24 mois) et 2,9 M€ de subventions d'investissement. Elle a également encaissé, le 1er octobre 2019, la deuxième phase de financement conformément au protocole d'investissement pour un montant numéraire de 7 M€.

En décembre 2019, METEX NØØVISTA a signé un accord commercial avec le groupe Neerlandais DSM, pour la commercialisation du PDO pour le marché du cosmétique.

Dans le cadre de cet accord, un revenu de 300 k€ avait été comptabilisé à la clôture 2019, correspondant aux remboursements des dépenses engagées par la société pour les activités d'enregistrement réglementaires et pré-lancement marketing du PDO.

Au cours du premier semestre 2020, un nouvel accord commercial avec ALINOVA ; société affiliée au groupe AXEREAAL (première coopérative céréalière française) a été signé pour la future commercialisation du l'Acide Butyrique (AB). A ce stade aucun revenu n'est comptabilisé dans les comptes.

Les investissements pour la construction de l'usine se sont poursuivis et se sont élevés à 10,8 M€. En parallèle, le Groupe a encaissé 2,7 M€ de subvention d'investissement et activé une partie de la 3^{ème} tranche de financement du protocole d'investissement en encaissant 3,6 M€.

Sur la période, METEX NØØVISTA a poursuivi le recrutement de ses équipes en recrutant 14 collaborateurs, portant ainsi l'effectif à 18 salariés au 30 juin 2020.

A la fin de la période, elle n'a pas démarré son activité ; elle est en phase de construction de son usine.

La Société détient 55 % de la filiale METEX NØØVISTA et Bpifrance co-associé, détient 45% des titres.

(3) Plateforme ALTANØØV

Le Groupe a continué d'accélérer le développement de nouveaux procédés visant à la production d'ingrédients fonctionnels naturels de haute valeur ajoutée. Une nouvelle molécule, l'acide glycolique, est entrée dans la phase finale de la mise au point du procédé industriel. Il n'y a pas eu de frais activés sur la période.

(4) Ressources financières

Le 14 février 2020, METabolic EXplorer a réalisé une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant de 7,3 M€ auprès d'investisseurs privés qualifiés ainsi qu'une attribution de bons de souscription d'actions à l'ensemble de ses actionnaires à l'issue et sous réserve de la réalisation du placement privé. Les fonds levés sont exclusivement destinés à l'accélération de l'industrialisation des procédés développés dans la plateforme ALTANØØV.

(5) L-Méthionine

Pour mémoire, en décembre 2016, la Société a cédé au groupe industriel allemand EVONIK sa technologie L-Méthionine et son procédé inoLa™, basé sur sa technologie L-Méthionine, pour un montant de 40 M€.

La Société a également signé avec EVONIK un contrat de prestation de transfert et de support de la technologie pour 5 M€ sur deux ans. Ce contrat a pris fin au 31 décembre 2018.

Dans le cadre de la valorisation de son produit L-Méthionine/InoLa™, une contribution au profit de Roquette Frères a été provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2016, pour un montant maximum de 6 M€ correspondant à 15% des revenus liés à la cession de la technologie.

En novembre 2017, le Groupe a décaissé un montant de 4,1 M€ au titre de cette contribution.

Au 31 décembre 2017, la dette a donc été ajustée à hauteur de ce montant, le solde (1,9 M€) étant conservé au bilan jusqu'à un accord définitif des deux parties

Aucun versement additionnel n'est intervenu sur l'exercice 2019 et au cours du premier semestre 2020.

(6) MPG

Le 22 mars 2018, la société a décidé d'allouer prioritairement ses ressources à la réussite de l'industrialisation et de la commercialisation du PDO/AB. En conséquence, et d'un commun accord avec UPM, la Société a décidé de reporter le développement du projet visant à la production de MPG sur sucres cellulosiques et ce malgré l'atteinte par la Société de critères de performances clés sur le 1^{er} trimestre 2018.

Dans le cadre de ce report, la Société et UPM ont signé un accord incluant une option de licence non exclusive à UPM pendant 5 ans.

Parallèlement, le financement du projet MPG via le programme VALCHEM a pris fin au 30 juin 2018 avec la constatation dans les comptes d'une subvention à recevoir de 334 k€ pour les travaux engagés. La Société a encaissé ce solde au cours du premier trimestre 2019.

Les revenus générés sur le premier semestre 2020 s'élèvent à 25 k€ au titre de l'option de licence.

Note 2 – Principes et méthodes d'évaluation

2.1 – Référentiel comptable

Les comptes semestriels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 30 juin 2020. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr).

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2020 et au 30 juin 2019 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019, à l'exception de celles liées aux normes, amendement et interprétations entrés en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par la Commission Européenne, et applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2020 sont présentées ci-après :

- Amendements IAS 1 et IAS 8 sur le seuil de matérialité, publiés au JO de l'Union Européenne en décembre 2019,
- Amendement IFRS 3 - définition d'une entreprise- publié au JO de l'Union Européenne en avril 2020.
- Réforme des taux d'intérêts de référence (IBOR) – Étape 1 - amendements des normes IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39-, publiée au JO de l'Union Européenne en janvier 2020.
- Amendement au cadre conceptuel révisé de l'information financière, publié au JO de l'Union Européenne en décembre 2019.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2020 ou sont non applicables.

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2020 :

- Amendements IFRS 10 et IAS 28, « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise »
- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IFRS 16 « Contrats de location Covid-19 - Aménagements de loyers ».

Il n'existe pas de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, non encore adoptées au niveau européen, et dont l'impact aurait été significatif sur les comptes de cet exercice.

Les informations communiquées en annexes portent uniquement sur les éléments, les transactions et les évènements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites au paragraphe 2.3 de l'annexe des comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2019. Aucune modification significative n'est intervenue au 30 juin 2020.

2.2 – Principes d'établissement de certains postes du bilan et du résultat global dans les comptes semestriels

Les informations communiquées ci-après en annexe portent uniquement d'une part sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances de METabolic EXplorer, et d'autre part sur les adaptations des règles comptables et estimations aux spécificités de l'arrêté semestriel, conformément à la norme IAS 34.

2.2.1 – Frais de recherche et développement et brevets

Les frais de recherche sont constatés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des procédés qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont immobilisés, lorsque les 6 critères définis par la norme IAS 38 sont respectés : faisabilité technique, intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre, capacité à l'utiliser ou le vendre, avantages économiques probables, disponibilité des ressources et capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Le montant immobilisé correspond aux frais engagés répondant aux critères de la norme moins les subventions et le crédit d'impôt recherche rattachés à ce projet.

Les frais cessent d'être activés lorsque la souche est arrivée à un stade de développement défini par la direction du Groupe.

L'amortissement des frais de R&D démarre soit au début de l'industrialisation des procédés soit au moment où les produits fabriqués sous licence commenceront à générer du chiffre d'affaires.

L'appréciation des critères est réalisée sur la base des informations existantes au 30 juin 2020.

2.2.2 – Tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés pour la clôture annuelle, pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéterminée, et actifs amortissables en cours à la clôture de l'exercice), et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur. Il n'existe pas d'actif à durée de vie indéterminée, comme indiqué en note 2.10 de l'annexe comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019.

Dans le cadre de la clôture semestrielle, les tests de dépréciation ont fait l'objet d'une actualisation en fonction des évolutions des paramètres (coût des matières premières, prix de vente, taux d'actualisation...), lorsque ces derniers ont évolué significativement. Par ailleurs, les actifs ou groupe d'actifs significatifs pour lesquels un indice de perte de valeur a été identifié font eux aussi l'objet d'un test de dépréciation.

Les tests de dépréciation portent essentiellement sur les projets de développement. Les unités génératrices de trésorerie (plus petit groupe d'actifs générant des entrées de flux de trésorerie indépendants) correspondent aux projets de développement.

Les tests de dépréciation sont uniquement réalisés en fonction du critère de valeur d'utilité.

Les modalités de réalisation des tests de dépréciation (calcul du wacc,...) n'ont pas été modifiés par l'application de la norme IFRS 16, l'impact étant considéré comme non significatif.

2.2.3 – Impôt sur le résultat

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences temporaires taxables futures, lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs ou en tenant compte des possibilités d'optimisations fiscales à l'initiative du Groupe.

Cette probabilité est appréciée en fonction des prévisions disponibles établies par la Direction, retenues par prudence dans la limite de 5 ans (à compter de la date de commercialisation pour certains projets spécifiques). Le Groupe a opté pour le traitement du crédit impôt recherche en subvention et non en impôt dans l'attente d'une position des organismes de normalisation sur le sujet. Par conséquent :

- la partie du crédit d'impôt recherche, liée aux projets de développement activés, est présentée en diminution des montants activés.
- la partie du crédit impôt recherche, liée aux dépenses maintenues en charges, est présentée en autres produits de l'activité.

Le crédit impôt recherche est estimé au 30 juin 2020 en fonction des dépenses engagées à cette date, et considérées comme éligibles.

Le Groupe a qualifié, comme en 2019, la contribution économique territoriale de charge opérationnelle et non de charge d'impôt sur les sociétés, dans l'attente d'une position de l'ANC saisie sur le sujet.

Les règles exposées ci-dessus sont identiques à celles appliquées en 2019.

2.2.4 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », appliquée par le Groupe depuis le 1er janvier 2018, pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires sur la base d'une analyse en cinq étapes successives :

- L'identification du contrat,
- L'identification des différentes obligations de performance c'est-à-dire la liste des biens ou services distincts que le vendeur s'est engagé à fournir à l'acheteur,
- La détermination du prix global du contrat,
- L'allocation du prix global à chaque obligation de performance.
- La comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts afférents lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

Les produits constatés dans les comptes individuels qui ne sont pas la contrepartie d'une prestation réalisée vis-à-vis des tiers (production immobilisée, variation de stocks de produits finis, transferts de charges, ...), sont présentés en diminution des charges correspondantes.

A la fin de la période, le Groupe est encore en phase développement pour l'ensemble de ses projets, aucun produit n'est commercialisé.

Les règles de constatation du chiffre d'affaires relatives aux contrats clients en cours sur les exercices présentés sont détaillés ci-après :

Contrats de prestations d'assistance

Ces contrats correspondent à des prestations d'assistance effectuées sur une période donnée par les experts de la société, réalisées de manière continue. La facturation et les règlements sont effectués de manière périodique, principalement mensuellement.

L'analyse effectuée conformément à la norme IFRS 15 a conduit à identifier une seule obligation de performance, et constater le chiffre d'affaires à l'avancement, comme le prévoit la norme IFRS 15.35 (a), car le client reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par les prestations de METEX au fur et à mesure que celle-ci a lieu. Les revenus sont ainsi constatés en fonction de la réalisation des prestations de services, qui en pratique correspond aux montants facturés.

METabolic EXplorer intervient en tant que principal vis-à-vis de son client. Il n'existe pas de composante variable en fonction de l'atteinte de performances.

Contrats de prestations de service

La société fournit des prestations de services de recherche et développement à ses clients. Ces services sont réalisés dans le cadre de travaux de développement portant sur des souches et/ou procédés. Le chiffre d'affaires au titre de ces prestations est reconnu à l'avancement, le client bénéficiant du service au fur et à mesure que la société réalise les travaux. L'avancement est mesuré par les coûts.

Autres produits de l'activité

Les autres produits sont constitués principalement des subventions d'exploitation et du crédit d'impôt recherche (cf. note 3), qui ne rentrent pas dans le champ de la norme IFRS 15.

Le Groupe bénéficie de subventions d'exploitation, versées par des organismes, destinées à financer ses travaux de recherche pour des projets scientifiques. Les subventions sont constatées en résultat selon la méthode d'avancement des coûts, pour les projets non activés. La fraction des subventions liées à des projets de développement activés est présentée en diminution des coûts activés (cf. note 7).

2.2.5 – Provisions, actifs et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du Groupe, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

Une information est donnée en annexe sur les actifs et passifs éventuels, lorsque l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible.

Compte tenu de l'impact non significatif, la provision pour engagements de retraite n'a pas été actualisée au 30 juin 2020.

2.3 – Périmètre de consolidation / méthodes de consolidation

Le Groupe intègre trois filiales dans ses comptes :

Détention à 100% :

- METabolic EXplorer Sdn. Bhd, filiale Malaisienne créée le 29 juillet 2010,
- BTL SAS, créée le 3 septembre 2015 et constituée dans la perspective de développement de nouvelles activités du Groupe.

Le résultat de ces filiales a été intégré dans les comptes. Ce résultat est non significatif compte tenu de leur absence d'activité.

Détention supérieure à 50% :

- METEX NØØVISTA SAS créée en 2018 et détenue à 55 %

Elle a été constituée dans la perspective d'industrialiser et commercialiser du PDO et de l'acide butyrique issus de son procédé de fermentation à partir de matières premières biosourcées et traçables (cf. faits marquants).

L'analyse du contrôle exclusif effectuée selon les critères définis par la norme IFRS 10 (pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financières et opérationnelles des activités pertinentes, exposition à des rendements variables et capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements) a conduit à considérer que METabolic EXplorer détenait le contrôle.

Par conséquent, la société METEX NØØVISTA est consolidée par intégration globale.

Transactions intragroupes :

Les transactions intragroupes (achats, ventes, marges internes, dividendes,...) sont éliminées en consolidation.

Note 3 – Chiffre d'affaires & autres produits de l'activité

	Notes	<u>30/06/2020</u>	<u>30/06/2019</u>
Contrats de prestations de service		25	25
Contrats de prestations d'assistance		0	0
Chiffre d'affaires		25	25
Subventions		0	0
C.I.R. & autres crédits d'impôts ⁽¹⁾		900	970
Autres produits de l'activité		900	970

⁽¹⁾ Le Groupe bénéficie de crédits d'impôts, notamment le CIR qui est constaté en résultat pour la part liée à des projets non activés.

A la fin de la période, le Groupe n'a pas généré de chiffre d'affaires lié à la commercialisation de produits.

La crise sanitaire liée au covid-19 n'a pas conduit à différer la reconnaissance de certains chiffre d'affaires.

Note 4 – Charges de personnel

	Notes	<u>30/06/2020</u>	<u>30/06/2019</u>
Avantages à court terme (salaires)		-1 863	-1 673
Avantages à court terme / charges sociales		-671	-736
Salaires et charges		-2 534	-2 409
Salaires et charges de développement immobilisés		0	0
Juste valeur des avantages payés en actions		-124	-147
TOTAL		-2 658	-2 556

Avantages postérieurs à l'emploi / régimes à contributions définies : la charge nette liée aux engagements de fin de carrière est non significative

Note 5 – Impôt sur le résultat

5.1 – Taux d'impôt

Le taux d'impôt différé retenu s'élève à 28 % sur les périodes présentées.

5.2 – Détail de l'impôt comptabilisé

	<u>30/06/2020</u>	<u>30/06/2019</u>
Impôt	0	0
Impôt différé	-19	-13
Total	-19	-13

5.3 – Rapprochement impôt théorique / impôt réel

	<u>30/06/2020</u>		<u>30/06/2019</u>	
Résultat avant impôt théorique	-4 893		-4 553	
<i>Impôt théorique calculé selon le taux normal</i>	1 370	-28,00%	1 275	-28,00%
Différences permanentes	252	-5,15%	252	-5,53%
Différences temporaires	0	0,00%	2	-0,04%
Déficit étranger non activé	0	0,00%	-2	0,04%
Impôt sur déficits non constatés (voir note 13)	-1 606	32,82%	-1 497	32,88%
Impact des effets de changement de taux	0	0,00%	0	0,00%
Annulation impôts différés constatés antérieurement	0	0,00%	0	0,00%
Retraitement charges de personnel (IFRS 2)	-35	0,71%	-42	0,93%
Impôt constaté	-19	0,38%	-13	0,29%

Note 6 – Résultat par action

Résultat net non dilué par action :

	<u>30/06/2020</u>	<u>30/06/2019</u>
Résultat net (en K Euro)	-4 691	-4 497
Nombre d'actions moyen non dilué	27 340 596	23 357 333
Résultat net par action non dilué	-0,17	-0,19

Résultat dilué par action :

Le Groupe a mis en place des actions potentiellement dilutives, liées à des BSPCE et à des actions gratuites. L'analyse a conduit à considérer que ces actions potentielles sont non dilutives en totalité, principalement car elles conduisent à diminuer la perte nette par action. Par conséquent le nombre d'actions dilutives est identique au nombre d'actions non dilutives.

Note 7 – Actifs non courants

7.1 – Actifs incorporels

Valeur Brute	31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Subvention	30/06/2020
Brevets et frais de développement	27 132	174	0	0	27 306
- Actifs PDO/AB	10 651	0	0	0	10 651
- Autres actifs ⁽¹⁾	16 508	174	0	0	16 682
Logiciels et autres immo. Incorp	1 352	34	0	0	1 386
Total Valeur Brute	28 484	208	0	0	28 692
Amortissements / provisions	31/12/2019	Dotation	Reprise	Autre	30/06/2020
Brevets et frais de développement	-12 618	-369	0	0	-12 987
- Actifs PDO/AB	-550	-266	0	0	-816
- Autres actifs ⁽²⁾	-12 076	-102	0	0	-12 178
Logiciels et autres immo. Incorp	-1 331	-20	0		-1 351
Total Amortissements / provisions	-13 949	-389	0	0	-14 338
Total Valeur Nette	14 535	-181	0	0	14 355
<i>Dont Actifs PDO/AB</i>	<i>10 101</i>	<i>-266</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>9 835</i>

⁽¹⁾ les autres brevets et frais de développement concernent essentiellement le projet MPG.

⁽²⁾ dont 10.5 M€ correspondant à la dépréciation de frais de développement

L'application des principes définis en matière d'activation de frais de développement (cf note 2.2.1) n'a pas conduit à activer de nouveaux frais de développement au cours de la période.

Au 31 décembre 2019, des tests de dépréciation ont été mis en œuvre ainsi que des tests de sensibilité (cf note 9.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019). La crise sanitaire liée à la Covid-19 ne constitue pas un indice de perte de valeur à elle seule et par ailleurs aucun autre indice de perte de valeur n'a été relevé au titre du 1er semestre 2020. Ainsi, la valorisation des actifs retenue au 31 décembre 2019 n'est pas remise en cause.

7.2 – Actifs corporels

Valeur Brute	31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Subvention / Autre (impact IFRS16)	30/06/2020
Constructions	8 812	0	0		8 812
Matériel, Outillage et autres immobilisations corporelles	13 639	102	0	-10	13 732
Immobilisations corporelles en-cours	13 249	10 747		-2 658	21 339
Total Valeur Brute	35 701	10 850	0	-2 668	43 883
Amortissements / provisions	31/12/2019	Dotation	Reprise	Autre	30/06/2020
Constructions	-5 696	-224	0		-5 920
Matériel, Outillage et autres immobilisations corporelles	-12 776	-209	0	-13	-12 998
Total Amortissements	-18 472	-434	0	-13	-18 920
Total Valeur Nette	17 229	10 416	0	-2 681	24 963

Il n'existe pas de garantie donnée pour des immobilisations corporelles au 30 juin 2020. De même, aucun équipement n'est donné en garantie, prêté ou loué à un client (hors biens financés par crédit-bail).

La valeur nette des immobilisations en crédit-bail s'élève à 2 182 k€ au 30 juin 2020 (2 361 K€ à fin 2019).

Note 8 – Actifs courants (hors trésorerie)

Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an, compte tenu du fait que les actifs courants sont très supérieurs aux passifs courants.

8.1 – Créances clients et autres actifs liés aux contrats clients

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
Valeur brute	252	473
Provision clients	0	0
Valeur nette	252	473

La part des créances clients échues et non provisionnées au 30 juin 2020 est non significative.

Il n'existe pas d'autres actifs liés à des contrats clients, et notamment pas d'actifs liés aux coûts marginaux d'obtention et /ou aux coûts d'exécution des contrats clients.

La crise sanitaire liée au covid-19 n'a pas conduit à une augmentation du risque client en termes de pertes constatées ou attendues.

8.2 – Autres actifs courants

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
CIR	2 885	1 985
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	612	594
Produits à recevoir ⁽³⁾	252	252
Divers ⁽²⁾	975	757
Valeur brute	4 724	3 588
Dépréciation	-127	-127
Valeur nette	4 597	3 461

⁽¹⁾ Les charges constatées d'avance enregistrent principalement 399 k€ d'achats non consommés au 30 juin 2020

⁽²⁾ Correspond principalement à du crédit de TVA généré sur les immobilisations dans le cadre de la construction de l'usine en Moselle

⁽³⁾ Subventions à recevoir en lien avec l'investissement d'équipements économes en énergie pour sa future usine.

La créance CIR 2019 sera remboursée comme l'année dernière sur le second semestre 2020.

Toutes les échéances des autres actifs courants sont inférieures à un an. La part des autres créances échues et non provisionnées au 30 juin 2020 est non significative.

Note 9 – Trésorerie et équivalent de trésorerie

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
Valeurs mobilières	0	0
Comptes courants bancaires et disponibilités ⁽¹⁾	25 517	26 640
Trésorerie et équivalent de trésorerie	25 517	26 640
Concours bancaires créditeurs	0	-0
Trésorerie créditrice	0	-0
Trésorerie nette	25 517	26 640

⁽¹⁾ Dont 20 848 k€ placés pour 8 500 k€ sur un compte à terme (durée maximum 10 ans avec retrait anticipé possible à tout moment avec préavis) et 12 348 k€ sur des comptes courants rémunérés.

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises de premier rang. L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont disponibles au 30 juin 2020.

Il n'existe pas de trésorerie soumise à des restrictions.

Note 10 – Paiements en actions

BSPCE / Options de souscription ou d'achat d'actions en cours au 30 juin 2020 :

Au cours du premier semestre, il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution.

Une charge de 28 k€ a été comptabilisée par contrepartie des réserves.

Actions gratuites en cours au 30 juin 2020 :

Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution.

Une charge de 96 k€ a été comptabilisée par contrepartie des réserves.

Note 11 – Trésorerie nette d'endettement

La trésorerie nette d'endettement est donnée dans le tableau ci-après :

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
- Endettement financier brut	-9 997	-7 743
+ Trésorerie et équivalents de trésorerie (voir note 9)	25 517	26 640
Trésorerie nette d'endettement	15 521	18 897

11.1 – Variation de l'endettement financier brut

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
TOTAL DEL'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		
Solde à l'ouverture	7 744	6 682
Augmentation de la période ⁽¹⁾	2 503	1 810
Diminution de la période	-269	-866
Variation de l'actualisation	21	104
Reclassement non courant à courant	-2	14
Solde à la clôture	9 997	7 744

⁽¹⁾ Dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, le Groupe a encaissé 2 500 k€ liés à l'obtention d'un PGE. Cf fait marquant.

11.2 – Echancier de l'endettement financier

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
Endettement financier global	9 997	7 744
A moins d'un an	900	1 062
Entre un et cinq ans	5 543	3 149
A plus de cinq ans	3 554	3 533

L'essentiel des emprunts et dettes financières est à taux fixe.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité. De ce fait, aucune ventilation n'est donnée, sur la partie à moins d'un an de l'endettement financier.

Les dettes financières incluent, au 30 juin 2020 :

- une dette liée aux obligations locatives d'un montant de 1 239 k€ concernant un contrat de crédit-bail immobilier destiné à financer l'achat des locaux pour une valeur brute totale de 6 000 k€. Le contrat de crédit-bail est conclu sur une durée de 12 ans ;
- une dette d'un montant 1 925 k€ concernant trois emprunts, dont deux nouveaux emprunts ont été souscrits en 2019 pour une valeur brute de 1 756 k€. L'objet de ces deux emprunts est le financement de la future usine de production de PDO/AB à Carling en Moselle ;
- une dette brute de 2 950 k€ concernant une avance remboursable obtenue dans le cadre du programme Bio2Chem pour le projet MPG, et remboursable en cas de succès.
- une dette brute de 1 400 k€ concernant une avance récupérable remboursable obtenue dans le cadre de son projet L-Méthionine.
- Une dette brute de 2 500 k€ correspondant à un PrêtGaranti par l'Etat et obtenue dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19

Le Groupe possède une ligne de trésorerie négociée de 200 k€, dont les intérêts sont calculés sur le taux moyen mensuel du marché monétaire (T4M). Les découverts bancaires donnent lieu à agios bancaires calculés sur la base du TBB.

Les garanties liées à l'endettement financier sont détaillées en note 22 – Engagements hors bilan de l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Il n'existe aucune dette financière conclue avant la clôture et mise en place postérieurement.

L'endettement financier n'est pas assorti de garantie ni de covenant (hors contrats de crédit-bail).

11.3 – Autres dettes non courantes

Elles sont constituées des dettes financières locatives suite à l'application de la norme IFRS 16 pour 17 k€.

Note 12 – Provisions courantes et non courantes

Les provisions non courantes sont détaillées en note 14 – Provisions courantes et non courantes de l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Il n'y a pas eu de mouvements sur la période. La provision pour l'engagement de retraite, constatée au 31 décembre 2019, n'a pas été actualisée au 30 juin 2020 (impact non significatif).

Concernant le Litige Malaisie :

La société avait reçu en mai 2013 une assignation d'une société liée à la société d'ingénierie dont il a été mis fin à la mission par la société malaisienne maître d'ouvrage du projet PDO Bio-XCell, pour dénigrement public, abus de pouvoir et déloyauté à l'occasion du changement de l'organisation de l'ingénierie.

Au cours du premier semestre 2015, la société Bio-XCell s'était jointe à la procédure en cours, initiée par la société d'ingénierie à l'encontre de METabolic EXplorer, par le biais d'une intervention volontaire afin de faire valoir ce qu'elle estimait être ses droits dans le cadre de l'arrêt du projet PDO en Malaisie.

Dans le cadre de ce litige, la société a été condamnée, le 9 mars 2017, par le tribunal de commerce de Lille, à verser une indemnité de 2 563 k€, aux titres de dommages et intérêts. Cette dernière a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2016.

Fin avril 2017, la Société a reçu une décision rectifiant une erreur de calcul dans l'indemnité déterminée lors du jugement initial. Le jugement rectificatif a porté l'indemnité à 2 820 k€ (soit un complément de + 257 k€).

La Société a constaté cette provision pour litige en provision non courante, cette décision n'est pas assortie de l'exécution provisoire (pas d'obligation de paiement à ce stade) et la Société a fait appel de cette décision défavorable.

Le 23 janvier 2020, la Cour d'appel de Douai a rendu un arrêt aux termes duquel elle a annulé le jugement de première instance rendu en 2017 par le Tribunal de Commerce de Lille en ce qu'il avait condamné la Société à verser des dommages et intérêts aux autres parties au litige pour un montant de 2.8 M€.

La provision est maintenue dans les comptes en 2020, la Société ayant reçu une notification de pourvoi en cassation en l'encontre de la décision rendue au terme du délai des 2 mois à compter de la notification du jugement.

Note 13 – Impôts différés

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
Impôt différé sur déficits reportables	0	0
Impôt différé sur différences temporaires imposables	2	4
Retraitements sur immobilisations incorporelles	0	0
Retraitements sur subventions liées aux projets de développements activés ⁽¹⁾	1 351	1 351
Autres impôts différés actifs	148	139
Impôt différé actif	1 502	1 495
Impôt différé sur juste valeur des dettes financières	-18	-24
Différences sur durées d'amortissement	-126	-85
Retraitements sur immobilisations corporelles	-97	-106
Impôt différé passif	-242	-216
Impôt différé net	1 260	1 279

⁽¹⁾ le reversement des impôts différés actifs liés aux subventions interviendra lorsque les projets de développement commenceront à être amortis.

Le taux des impôts différés est à 28%.

Il n'y a pas d'impôt différé imputé directement en réserves sur les exercices présentés.

Note 14 – Autres passifs courants

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
Dettes fiscales et sociales	1 383	1 035
Dettes sur immobilisations	3 585	4 755
Autres dettes ⁽¹⁾	1 861	1 861
Total des autres dettes	6 829	7 651

⁽¹⁾ En 2016, contribution maximale à reverser à Roquette Frères dans le cadre de la cession de la technologie L-Méthionine. En 2017, le Groupe a versé un montant de 4.1 M€ au titre de cette contribution. La provision restante est conservée dans les comptes jusqu'à un accord définitif des deux parties.

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an. La part des dettes échues au 30 juin 2020 est non significative. Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an.

Note 15 – Actifs & passifs éventuels

Il n'y a pas de passifs éventuels sur la période.

Note 16 – Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Il n'existe aucun actif financier donné en garantie.

Les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements, qui rentrent dans la catégorie 2 de la norme IFRS 13 (données observables directement à partir des informations de taux communiquées par les établissements financiers). Les variations de juste valeur (sur les placements de trésorerie) ont été constatées en résultats. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

La mise en œuvre de la norme IFRS 7 n'a conduit à constater aucun ajustement au titre du risque de non-exécution (risque de contrepartie et risque de crédit propre).

Instruments dérivés

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments financiers dérivés.

Note 17 – Effectifs

	<u>30/06/2020</u>	<u>31/12/2019</u>
Effectif moyen fin de période	74	67

Note 18 – Engagements hors bilan

Engagements hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé (engagements de rachat d'actions,...)

Non applicable

Engagements hors bilan liés au financement du groupe

Dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, un Prêt Garantit par l'Etat (PGE) a été accordé pour 6,2 M€. A la fin de la période il existe un engagement de 3,7 M€ pour la part non encore encaissée.

Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du groupe

Engagements liés à des commandes d'immobilisations

A la fin de la période, le montant des commandes signées et dont les prestations sont non encore réalisées représente 15,5 M€.

Autres engagements donnés

A la fin de la période il n'existe pas d'autres engagements donnés.

Autres engagements reçus

A la fin de la période il n'existe pas d'autres engagements reçus.

Note 19 – Informations sur les parties liées

19.1 – Avantages accordés aux dirigeants membres du Conseil d'Administration

Avantages accordés hors paiements en actions :

La rémunération brute globale versée au dirigeant s'élève à 236 k€ au 30 juin 2020, et 85 k€ de charge sociales. Il n'existe aucun autre avantage accordé aux dirigeants, ni régime de retraite complémentaire, ni avantage à long terme, ni avantage postérieur à l'emploi.

Avantages accordés liés à des paiements en actions :

Au cours du semestre, il n'y a pas eu d'avantages accordés au dirigeant liés à des paiements en actions (OA) ou à des actions gratuites.

19.2 – Transactions réalisées avec une société dans laquelle METabolic Explorer exerce une influence notable ou un contrôle conjoint

Néant

19.3 – Autres transactions réalisées par le groupe avec une société ayant un dirigeant en commun

Néant

Note 20 : Informations sur les risques liés aux instruments financiers

L'analyse des risques a été détaillée dans la note 24 de l'annexe sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Aucun élément n'est intervenu sur le 1er semestre, susceptible de modifier de manière significative cette analyse. A ce jour, le Groupe n'est pas exposé aux risques pays.

Note 21 : Instruments de capitaux propres

Engagement sur titre METEX NOOVISTA

	BSA tranche 3 - 2			
	Nombre d'actions à souscrire	Montant maximum de la souscription (en euros)	Prix par action (valeur nominale et prime d'émission)	Date limite d'exercice
Metabolic Explorer - Actions A	166 000	4 150 000	25	19/12/2024
Total	166 000	4 150 000		

Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture

La Société a perçu 3.2 M€ supplémentaires au titre de son Prêt Garanti par l'Etat obtenu dans le cadre de la crise sanitaire.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020**

METABOLIC EXPLORER

S.A. au capital de 2.781.380,00 €.

Siège social : Biopôle de Clermont-Limagne

63360 SAINT-BEAUZIRE

RCS RIOM 423 703 107

30 juin 2020

SA EXCO CLERMONT-FD

9, Avenue Léonard de Vinci – La Pardieu
63057 CLERMONT-FERRAND

MAZARS

131, boulevard Stalingrad
69624 VILLEURBANNE

Commissaires aux comptes

**Membre de la Compagnie Régionale
de RIOM**

**Membre de la Compagnie Régionale
de LYON**

SA EXCO CLERMONT-FD

9, Avenue Léonard de Vinci – La Pardieu
63057 CLERMONT-FERRAND

MAZARS

131, boulevard Stalingrad
69624 VILLEURBANNE

Commissaires aux comptes

**Membre de la Compagnie Régionale
de RIOM**

**Membre de la Compagnie Régionale
de LYON**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société METabolic EXplorer, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration le 25 septembre 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 25 septembre 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

FAIT A CLERMONT-FERRAND ET A VILLEURBANNE, LE 28 SEPTEMBRE 2020

Les Commissaires aux Comptes

EXCO CLERMONT-FD
François VERDIER

MAZARS
Emmanuel CHARNAVEL